Callac : finances de la commune

Commune · Côtes-d'Armor (22) · 2 300 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Callac affichait un encours de dette de 1,2 M€, soit 508 € par habitant, une épargne brute égale à 13,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 2,9 ans.

Dette par habitant
508 €
1,2 M€ au total

Capacité de désendettement
2,9 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
13,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 115 € / hab.
2,6 M€ au total

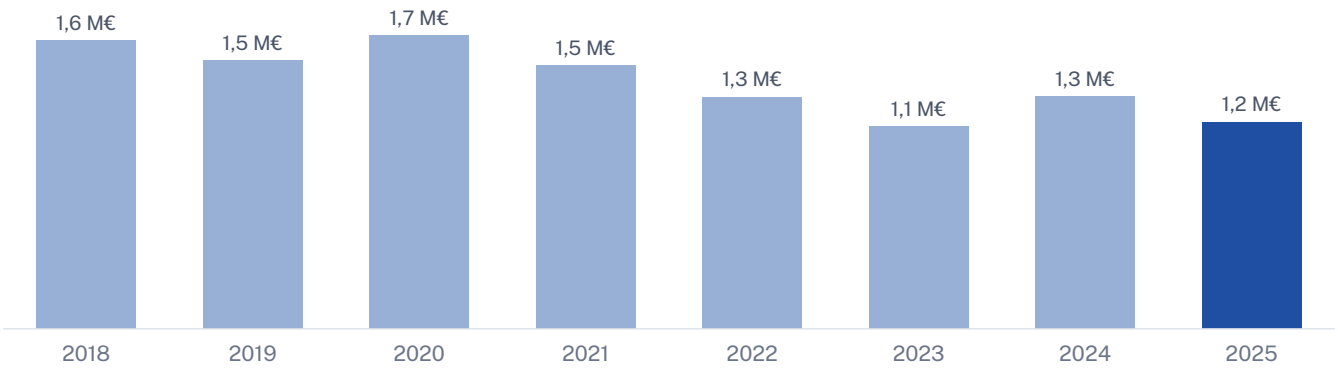
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 115 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	63,9 %	713 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	13,7 %	177 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	508 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	345 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	604 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,6 M€ en 2018 à 1,2 M€ en 2025 (-28,3 %). Valeur la plus haute : 1,7 M€ en 2020 ; la plus basse : 1,1 M€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,6 M€	10,4 %	6,9 ans	236 k€
2019	1,5 M€	3,6 %	19 ans	388 k€
2020	1,7 M€	13,9 %	5,2 ans	448 k€
2021	1,5 M€	24,7 %	2,4 ans	462 k€
2022	1,3 M€	15,3 %	3,2 ans	473 k€
2023	1,1 M€	12,9 %	3,3 ans	1 M€
2024	1,3 M€	17,3 %	2,5 ans	333 k€
2025	1,2 M€	13,7 %	2,9 ans	794 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Callac	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	508 €	1 068 €	−52,5 %
Impôts locaux par habitant	604 €	601 €	+0,5 %
Frais de personnel par habitant	713 €	470 €	+51,7 %
Investissement par habitant	345 €	577 €	−40,2 %
Taux d'épargne brute	13,7 %	18,8 %	
Capacité de désendettement	2,9 ans	3,7 ans	

Jumelles : Matha (17), Montcuq-en-Quercy-Blanc (46), Saint-Chinian (34), Périers (50), Les Vans (07), Maurs (15), Pierre-de-Bresse (71), Saint Geniez d'Olt et d'Aubrac (12), Châlus (87), Saint-Germain-du-Bois (71). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 243	2 300	+2,5 %	+0,9 %
Dette par habitant	675 €	508 €	−24,8 %	−15,9 %
Impôts locaux par habitant	475 €	604 €	+27,3 %	+20,5 %
Frais de personnel par habitant	544 €	713 €	+31 %	+23,5 %
Taux d’épargne brute	3,6 %	13,7 %	+10,1 points	−5 points
Capacité de désendettement	19 ans	2,9 ans	−16,1 ans	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 550 €		2 060 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Callac	Comparaison
Habitants (2023)	2 312	+1,4 % depuis 2012 (département : +2,7 %)
65 ans ou plus (2023)	39,4 %	département : 27,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	8,7 pour 100 habitants	département : 3,2
Salariés du secteur privé (2025)	420	−6,9 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	175	+23,2 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	91,5	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d’élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

590 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 1 060 emplois, soit 174 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	4 %	3,5 %	1,3 %	2,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	15,7 %	7,6 %	6,6 %	12,9 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	5,1 %	12,3 %	20,1 %	4,6 %
Professions intermédiaires	20,4 %	24,9 %	26,4 %	21,2 %
Employés	33,6 %	26,2 %	26,1 %	37,7 %
Ouvriers	21,2 %	25,4 %	19,5 %	20,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bretagne

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	30 000	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	24 710	1,7 %
Conducteurs de poids lourds	21 630	1,5 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	20 630	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	19 760	1,4 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	19 500	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	19 180	1,4 %
Agents de service des établissements de santé	18 280	1,3 %
Ouvriers du nettoyage	17 090	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	15 850	1,1 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	15 680	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	15 340	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Côtes-d'Armor (22)) : 21 694 au moins, dont 49,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Agriculteurs	1 486	40 %
Serveurs de cafés restaurants	1 274	38,4 %
Maraîchers et horticulteurs	1 163	69,4 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	979	18,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	803	76,7 %
Employés de libre service	732	35,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	657	73,5 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	608	50,3 %
Agents d'entretien de locaux	575	35,7 %
Employés de l'hôtellerie	514	34,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Callac
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	461 k€ pour 9 projets
Par habitant	200 € (communes de même taille : 182 € ; département : 222 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	18,5 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Construction d'un dojo et construction ou renovation des vestiaires-tribunes du stade francis boscher phase 1	182 385 €
2025	DSIL	Construction d'un dojo et construction ou renovation des vestiaires-tribunes du stade francis boscher phase 2	38 000 €
2023	DETR	Création d'un ludo parc	22 191 €
2023	DETR	Création d'un city - skate park	15 529 €
2023	DETR	Rénovation des courts de tennis	8 685 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.